Une agence à l'œuvre du Paris haussmannien : l'agence d'Henri Blondel (1821-1897)

*An agency at the service of Haussmannian Paris: the agency of Henri Blondel
(1821-1897)*

Elsa Jamet

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/craup/5747>

DOI : 10.4000/craup.5747

ISSN : 2606-7498

Éditeur

Ministère de la Culture

Référence électronique

Elsa Jamet, « Une agence à l'œuvre du Paris haussmannien : l'agence d'Henri Blondel (1821-1897) », *Les Cahiers de la recherche architecturale urbaine et paysagère* [En ligne], 9|10 | 2020, mis en ligne le 28 décembre 2020, consulté le 15 février 2023. URL : <http://journals.openedition.org/craup/5747> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/craup.5747>

Ce document a été généré automatiquement le 15 février 2023.

Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International
- CC BY-NC-ND 4.0

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>

Une agence à l'œuvre du Paris haussmannien : l'agence d'Henri Blondel (1821-1897)

An agency at the service of Haussmannian Paris: the agency of Henri Blondel (1821-1897)

Elsa Jamet

Introduction

- ¹ La France, et plus particulièrement Paris, connurent, à la fin du XIX^e siècle, des transformations urbaines majeures. Les démolitions, percements, assainissements et constructions nécessaires au renouveau des villes furent conduits par des entrepreneurs et des architectes. Ces professionnels s'illustrèrent particulièrement dans la construction de maisons de rapport dont on qualifiait l'architecture d'haussmannienne, en référence au célèbre préfet de la Seine¹. La plupart d'entre eux disparurent derrière cette notion et, *in fine*, tombèrent dans l'oubli et l'anonymat. C'est le cas de l'architecte et entrepreneur de travaux publics Henri Blondel (1821-1897) (fig. 1).

Figure 1. Portrait d'Henri Blondel.

Source : *Le panthéon de l'Industrie*, 1880, p. 145.

- 2 Celui que l'on nommait « l'homme de Paris » a contribué au grand œuvre des transformations de la capitale entre 1852 et 1897². Le nombre et la variété de ses constructions révèlent l'étendue de son travail : 172 maisons de rapport, essentiellement à Paris, 4 hôtels particuliers, 13 maisons de campagne, 1 château, 7 établissements industriels, 10 dépôts de tramways, 4 écoles pour institutions, 2 hôtels pour voyageurs, 2 chapelles, 2 édifices publics, 1 cité et des maisons ouvrières, ainsi que la Bourse de commerce et ses deux annexes (fig. 2). Architecte, il était également ingénieur de formation. En effet, après une formation de trois années au collège de Reims et des cours à domicile où il apprit « les cinq ordres pendant trois mois », il entra à l'école des Arts et Métiers de Chalons le 14 octobre 1835 et sorti diplômé le 18 août 1838 après 1515 séances de pratique³. Il poursuivit son apprentissage auprès de l'architecte Auguste Caristie (1783-1862), dont il inspecta les travaux à la basilique Saint-Rémi de Reims. Après cette expérience, il rejoignit l'agence de l'architecte François Rolland (1806-1888), où il resta de longues années. Enfin, il acheva sa formation auprès d'Henri Labrouste (1801-1875) pendant une année, avant de s'établir à son compte en 1852.

Figure 2. Déblaiement de la halle aux blés rue de Viarmes.

Musée Carnavalet, PH8633, © Musée Carnavalet.

- 3 Dès le Second Empire, il fut considéré comme l'un des architectes entrepreneurs des plus actifs, et c'est sous ce régime qu'il développa l'essentiel de son activité, en contribuant à de nombreux percements. En effet, parallèlement à la construction d'édifices privés, il obtint un certain nombre de concessions de travaux publics pour son compte ou celui de sociétés. Aidé par le préfet Georges-Eugène Haussmann, dont il était le « grand favori », il s'occupa de percements à Paris : rues des Halles, Berger, Turbigo, Palestro, Pont-Neuf, Monge et boulevards de Sébastopol et Saint-Germain⁴. Il se chargea également des alignements du quai de la Mégisserie et de la rue de Miromesnil, ainsi que de l'assainissement du quartier Marbeuf. Ses affaires le conduisirent également à Bruxelles, où il perça trois rues pour le compte d'une société. Ces différentes opérations de travaux publics lui permirent, dans le même temps, de se charger du lotissement des terrains.
- 4 La chute du Second Empire n'eut pas d'impact sur sa carrière. Il continua de multiplier les constructions et créa de nombreuses sociétés immobilières lui permettant de spéculer dans Paris, grâce à l'aide de financiers tel qu'Armand Donon, président de la Société de dépôts et comptes courants⁵. Chevalier de la Légion d'honneur et médaillé de la Société centrale en 1878, il reçut la consécration de sa carrière en 1889 avec l'achèvement de la Bourse de commerce (fig. 2)⁶. Cette gloire fut relative : impayés des entrepreneurs de la Bourse, prêts en cascade et mauvais placements le conduisirent à sa chute. Après avoir « remué des millions », il fut placé en liquidation le 10 décembre 1890, puis déclaré en faillite simple le 19 mai 1892 avec plus de 25 millions de francs de passif⁷.
- 5 Les pratiques de cet architecte entrepreneur de travaux publics sont étudiées ici grâce à des fonds, dont certains inédits, tels le dossier de faillite conservé aux archives de Paris et son rapport de faillite, aux Archives nationales⁸. D'autres sources complémentaires ont été mobilisées, tels que des actes de sociétés, dossiers de voirie,

casiers sanitaires, sommiers fonciers, jugements devant des tribunaux et la presse, afin d'enrichir notre étude et mettre en lumière sa carrière, ses activités, pratiques, relations, et en particulier l'agence Blondel.

- 6 L'approche monographique permet d'examiner ce qui caractérise cette agence, ses particularités et son organisation. Comment a-t-elle réussi à s'imposer comme l'une des plus importantes agences parisiennes à la fin du XIX^e siècle, dont la production domine dans le paysage haussmannien parisien ? Le réseau d'Henri Blondel, son activité, l'organisation de l'agence, ses employés et leurs fonctions sont mis en parallèle afin d'appréhender toutes les particularités de ce cabinet.

L'agence d'Henri Blondel, « l'homme de Paris »

- 7 « Homme de Paris », « véritable initiateur de cette utile transformation » de la capitale : les qualificatifs donnés à Henri Blondel de son vivant témoignent de l'importance de son travail pour Paris⁹. *Le Journal* du 15 septembre 1897 résumait ainsi sa carrière :

Architecte, il ne fut pas que cela ; il ne se contentait pas, en effet, de dresser des plans : il excellait encore à assurer, à tous points de vue, leur réalisation, à trouver notamment les concours financiers qu'il fallait pour leur réussite. Bref, il était comme l'âme de tant de grands travaux qui, depuis trente ans, ont transformé et embelli le Paris moderne et grâce auxquels le nom de Blondel devra demeurer comme celui d'un véritable créateur¹⁰.

- 8 Unaniment, les journalistes firent de lui un architecte majeur du Nouveau Paris. Comment cet ingénieur de formation, issu d'un milieu modeste a-t-il pu devenir « l'homme de Paris » ? Pour répondre à cette interrogation, il faut au préalable comprendre pourquoi cette figure majeure et son œuvre ont été oubliées. En effet, les historiens n'ont retenu de sa carrière que quelques édifices publics : le Cercle agricole, le magasin La Belle Jardinière, l'Hôtel Continental et la Bourse de commerce. Une première explication réside dans sa faillite. Cette procédure judiciaire était, tout comme aujourd'hui, vécue comme une honte. Pour Blondel, elle mit en valeur les limites de l'exercice de la profession d'architecte exerçant parallèlement une activité commerciale. Les qualificatifs d'architecte ou entrepreneur de travaux publics furent questionnés lors des différents procès relatifs à sa faillite. Ils condamnaient l'architecte pratiquant des actes commerciaux, notamment la spéculation, à être qualifié d'entrepreneur de travaux publics et non plus architecte¹¹. Cette ambiguïté fut soulignée et clarifiée quelques années plus tard par le code Guadet.
- 9 Une deuxième explication résulte du fait qu'il ne signait pas ses édifices. En effet, à la différence de certains de ses contemporains, aucun nom ni chronogramme n'apparaît sur ses constructions. De surcroît, il fut souvent confondu (de son vivant déjà), avec son homonyme et collègue Paul Blondel, prix de Rome en 1876, et décédé comme lui en 1897.
- 10 La dernière explication est liée à la discrétion même de l'architecte, attentif à protéger ses affaires favorisées par le préfet Georges-Eugène Haussmann. Les liens qu'il noua avec Haussmann expliquent sa carrière florissante entre le Second Empire et le début de la III^e République. Le préfet connut l'architecte en 1855, qui proposa à la ville de Paris de se charger des expropriations de la rue de la Tabletterie, des démolitions et percement de la rue des Halles, et de la reconstruction de nouveaux édifices, moyennant le versement de 250 000 francs par la ville¹². Cette première affaire

favorable à notre architecte marqua le début de leur collaboration¹³. Les nombreux articles de presse et archives témoignent en effet d'une proximité certaine entre les deux hommes, tous deux de confession protestante.

- 11 Dès 1869, leur relation est mise en lumière dans *Le Phare de la Loire* : « On parle de la très immense fortune d'un M. Blondel, architecte, grand favori de M. le préfet¹⁴. » Cette complicité est confirmée par les *Mémoires* d'Albert Loiseleur des Longchamps Deville, chef de division à la préfecture de la Seine sous Haussmann. Celui-ci évoque l'entrevue de l'architecte et du préfet au lendemain de la révocation de ce dernier. Dernier reçu dans son bureau, Blondel avait « à faire signer d'urgence une pièce très importante pour lui¹⁵ ». Cette précision nous confirme les suspicions d'arrangements passés directement dans le bureau du préfet. L'auteur explique également que « le bureau des projets et acquisitions était l'officine où se préparaient les grandes opérations de voirie dont MM. Leroi, Berlancourt, Mahieu et Pauchet, Thome, Petit et surtout Blondel étaient les concessionnaires habituels¹⁶ ». Une telle remarque explique les nombreuses concessions de travaux publics obtenues par Blondel sous le Second Empire. En mars 1870, *Le Gaulois* rapportait que la ville devait des sommes importantes à Blondel, entrepreneur « d'une grande partie des travaux de voirie sous le règne de M. Haussmann¹⁷ ». Certains journalistes voyaient en notre architecte un « collaborateur d'Haussmann », « élevé à l'école du baron Haussmann¹⁸ ». Cette relation perdura après la révocation du préfet en janvier 1870. En effet, vers 1880, Blondel fut en charge pour la Société de travaux publics et constructions de percements et constructions à Bruxelles, dont Haussmann finança une partie, comme en témoignent de nombreux chèques et sa correspondance adressés à Blondel et à cette société (fig. 3). L'une des lettres conservées aux Archives Nationales fut adressée par l'ancien préfet à son architecte. Les formules de politesse employées par Haussmann trahissent les liens entre les deux hommes. Débutant par « mon cher Blondel », la lettre conclut par la formule « mille amitiés ». Nous retrouvons cette dernière expression dans une autre lettre adressée par l'ancien préfet à sa tante dont il fut très proche, c'est dire si Blondel et Haussmann étaient intimes¹⁹.

Figure 3. Lettre de Camille Grosselin adressée à Haussmann le 22 février 1888.

Archives nationales, AB, XIX, 5202, dossier 2, papiers d'Haussmann © E. Jamet.

- 12 Pourtant, l'ancien préfet ne mentionna pas notre architecte dans ses *Mémoires*, ni aucune affaire dont il fut l'instigateur. Haussmann souhaitait probablement préserver les affaires de son ami. Dans une lettre adressée au journaliste Philippe Gille, le 2 novembre 1889, il s'expliquait sur l'orientation de ses *Mémoires* : « Des raisons de haute convenance m'imposent une grande réserve au sujet de bien des choses dont je fus témoin, quand le devoir professionnel ne me ferait pas du silence, une loi²⁰. »
- 13 Il ne fait pas de doute qu'Haussmann fit de Blondel « l'homme de Paris » et favorisa le développement de ses affaires dont une grande partie se conclurent sous le Second Empire. Il obtint ainsi huit concessions pour se charger en lieu et place de la Ville de Paris de huit percements entre 1860 et 1868. Parallèlement à cette activité, il acheta de nombreux terrains visés par l'expropriation qu'il lotit et revendit. Entre 1857 et 1869, ce ne sont pas moins de seize terrains qu'il acquit auprès de la Ville, représentée par Haussmann, pour son propre compte ou pour celui de clients dont il avait été déclaré commanditaire²¹. Le développement de l'agence Blondel sous le Second Empire est également perceptible par le nombre de constructions édifiées à cette période. En effet, plus de la moitié des maisons de rapport furent élevées entre 1855 et 1870, en quinze années (sur les vingt-quatre ans de pratique sous la Troisième République). C'est également à cette période qu'il construisit sur les plus belles places et artères de la capitale : place du Théâtre-Français (aujourd'hui André-Malraux), place de l'Opéra, quai de la Mégisserie, boulevards Saint-Michel et Sébastopol, rues de Turbigo et Palestro dont l'entrée du passage du Bourg l'Abbé, entre autres. L'activité qu'il développa entre 1870 et 1897 consistait principalement en lotissements liés aux percements et sociétés.

Figure 4. Percement de la rue de Turbigo.

Archives de Paris, DU5 4513 (c) Elsa Jamet.

- 14 Cet architecte à l'œuvre prolifique ne travaillait pas seul, contrairement à ce qu'il voulait laisser croire²². En effet, tout laissait penser qu'il œuvrait en solitaire : il signait seul les documents graphiques (fig. 4) – aucun dessinateur n'est connu à ce jour –, et de trop rares occurrences, tardives, parlent de « collaborateurs » de M. Blondel et non d'« employés »²³. Pourtant, une agence Blondel existait, et deux bureaux à Paris, un principal, au 14 quai de la Mégisserie et un second, au 113 rue de Sèvres étaient nécessaires à l'exercice²⁴.
- 15 En 1864, Henri Blondel s'établit quai de la Mégisserie, à proximité de l'hôtel de Ville et de la préfecture de la Seine (fig. 5). Il éleva sa maison sur la plus vaste parcelle, au numéro 14, et y installa également son agence de 1864 à 1893²⁵. Cette dernière y occupait un espace indépendant au fond de la cour, entre les rues Bertin-Poirée et Saint-Germain-l'Auxerrois, aux rez-de-chaussée, entresol et premier étage. Le premier niveau était occupé par un vestibule, tandis que l'entresol, accessible par l'escalier de service, était composé d'une antichambre, de deux bureaux ainsi que cinq chambres²⁶. La partie principale de l'agence se trouvait au premier étage, où elle occupait environ 88 m² et communiquait avec la partie privée de son habitation²⁷ (fig. 6).

Figure 5. Maison du 14, quai de la Mégisserie, Paris.

© E. Jamet.

Figure 6. Plan du premier étage du 14 quai de la Mégisserie.

Médiathèque de patrimoine D,1,75, 18-17, © Ministère de la Culture (France), Médiathèque de l'architecture et du patrimoine, diff. RMN-GP.

- 16 La composition spatiale de l'agence révèle l'importance du nombre d'employés et l'organisation du travail. La première pièce dans laquelle le visiteur pénétrait était l'antichambre des bureaux ou vestibule, meublée de trois chaises et deux banquettes²⁸. Depuis cette pièce, on accédait au salon d'attente ou antichambre d'Henri Blondel, meublée quant à elle de quatre fauteuils, deux chaises et une banquette. Elle menait à son tour au « cabinet de M. Blondel » à droite, et à trois autres bureaux à gauche. Son cabinet, la plus vaste pièce de l'agence, d'environ 22 m², occupait un espace situé à l'angle des deux rues et était éclairé par deux fenêtres donnant sur la rue Bertin-Poirée. Il y recevait les visiteurs le mardi et le vendredi, de neuf heures à midi²⁹. Le cabinet, accessible directement depuis l'escalier, se situait à l'écart de l'espace de travail des commis, créant ainsi une hiérarchie au sein de l'agence. Nous retrouvons cette même disposition chez l'architecte Corroyer, dont le cabinet était séparé de celui de ses employés dans son hôtel particulier³⁰. À l'opposé du cabinet de Blondel se trouvaient trois bureaux et des bureaux-caisses donnant sur cour, dont une caisse spéciale tenue en dernier lieu par M. Doons, comptable³¹.
- 17 Tout le mobilier nécessaire à l'exercice d'une agence était encore présent en 1890 au premier étage : 6 bureaux, dont celui de Blondel, 5 tables à dessiner, 1 tablette et 1 planche à dessins, 13 fauteuils, chaises et tabourets, 9 meubles à casiers pouvant comporter trente casiers et 102 cartons, 4 cartonnières pouvant recevoir au total 28 cartons, et 4 bahuts pour plans³². Cette multiplication des outils de travail montre une activité encore florissante en 1890, qui perdura au 5 rue de la Manutention après 1894. En effet, après en avoir achevé la construction, Blondel s'installa à cette adresse³³. Son nouveau domicile comportait également un cabinet meublé de trois bureaux, 2 tables dont une à dessin, 2 banquettes, 3 chaises ainsi qu'un casier avec cartons qui lui permettaient d'exercer après sa liquidation et sa faillite³⁴. Le nombre important de bureaux montre également l'existence d'une agence active à l'activité florissante composée d'un grand nombre d'employés.

Employés et collaborateurs : composition et organisation de l'agence Blondel

- 18 Le cabinet accueillit pendant plus de trente ans un grand nombre d'employés : comptables, commis, inspecteurs, experts, architectes vérificateurs et ingénieurs, dont treize seulement sont connus, grâce au dossier de faillite³⁵. Des membres de sa famille l'aidèrent dans ses fonctions. La formation de ces hommes était variée : architectes issus de l'école des Beaux-Arts, ingénieurs ou gestionnaires, ils contribuèrent tous au rayonnement de l'agence. Ils exerçaient diverses activités : experts, vérificateurs, ingénieurs, ils étaient également financiers, actionnaires ou secrétaires de sociétés dans lesquelles Blondel avait des intérêts. Ainsi, les affaires de l'architecte et ses relations avec les hommes politiques et financiers ne peuvent être dissociées de l'activité et travail de son agence.
- 19 L'un des premiers collaborateurs d'Henri Blondel fut Antoine Gustave Boegner (1841-?). Présent rue du Jardinets dès la fin des années 1850, il possédait son propre bureau dans les nouveaux locaux quai de la Mégisserie, où il exerça au côté de l'architecte jusqu'à sa faillite³⁶. Ses tâches semblent s'adapter et évoluer en fonction des chantiers et des besoins. Il fut à la fois inspecteur, commis d'architecte, voire architecte³⁷. À

l'instar de Boegner, Pierre Marie Latruffe ou Latruffe aîné (1833-1898), il exerça très tôt au sein de l'agence, où il « avait été longtemps le premier employé des bureaux de M. Henri Blondel » y occupant des fonctions d'architecte-vérificateur³⁸. À la différence de son collègue, il quitta l'agence pour exercer à son propre compte en tant qu'architecte, au 6 rue Bizet, tout en continuant de collaborer pour son maître³⁹. En effet, on le retrouve vérificateur d'édifice pour Blondel en 1887, rue Bergère. Entre 1886 et 1889, il fut également chargé avec Boegner de la conduite et de la surveillance des travaux de la Bourse de commerce. Pour ce dernier chantier, il fut épaulé d'un vérificateur adjoint, Duvivier⁴⁰. Un an plus tard, Blondel délégua au vérificateur le soin d'achever une maison qu'il avait fait élever au 15 rue du Louvre (fig. 7). Pour cette réalisation, l'architecte lui versa une somme de 40 000 francs en garantie, qui fut absorbée par les travaux⁴¹. Blondel s'entoura également d'un second vérificateur en la personne de Georges Émile Delélo. Formé à l'École spéciale d'architecture (1875) et à l'école des Beaux-Arts (1888), Blondel lui devait 15 000 francs d'honoraires en 1890, pour « inspection et vérification de travaux », une somme qui s'éleva finalement à 58 000 francs en 1898⁴².

Figure 7. Maison du 15 rue du Louvre, élevée pour Auguste Dreyfus, 1889-1890.

© Elsa Jamet.

- 20 Au début de la III^e République, de nouveaux collaborateurs se joignirent aux précédents, dont de nombreux ingénieurs des Arts et manufactures et Arts et métiers, d'où Henri Blondel sortait. Leur présence dans les cabinets d'architectes était particulièrement appréciée, et cette double formation d'Henri Blondel était louée⁴³. L'un des premiers ingénieurs civils, Louis-Paul Xavier-Jean (1842-1880 ; Centrale, 1863) collabora principalement à des affaires de travaux publics, pour des sociétés dirigées ou administrées par Blondel⁴⁴. En 1875, il se chargea de vendre des terrains qu'Henri Blondel venait de percer sur le boulevard Saint-Germain pour le compte de la Société

immobilière de Paris, et dans laquelle il avait des intérêts⁴⁵. De 1875 à 1877, Xavier-Jean s'occupa de vendre des parcelles rue de Miromesnil dont le lotissement était prévu « au gré des vendeurs⁴⁶ ». Ces terrains, lotis par Blondel, appartenaient à la Société des quartiers neufs, qui devint par la suite la Société de travaux publics et constructions. Parallèlement, en 1876, l'ingénieur acheta des terrains expropriés à Bruxelles par cette même société, opérations menées sous la direction de l'architecte⁴⁷. Deux ans avant son décès, en 1878, il reçut une procuration de Blondel pour contracter des prêts pour la Société des quartiers neufs⁴⁸. Un deuxième ingénieur centralien, Paul Maurice Jullien (1849- ? ; Centrale, 1871), exerça également au sein du cabinet. Après avoir travaillé comme ingénieur en chef des chemins de fer, il occupa dans ce bureau des fonctions d'expertise. Il était également chargé de passer des baux et marchés avec « tous entrepreneurs et fournisseurs » pour Henri Blondel ou pour les sociétés dont il était l'administrateur⁴⁹. Un dernier ingénieur, Fernand Vercken (1856-1924), se mit au service de l'architecte vers 1884⁵⁰. Ingénieur civil de formation, il occupait principalement des fonctions de secrétaire⁵¹. Rédigeant des lettres au nom et pour le compte de Blondel, sur le papier à en-tête de son employeur, il y ajoutait ses heures de présence quai de la Mégisserie : « Le matin de 9 h à midi, mardis & vendredis », soit aux mêmes horaires que l'architecte⁵².

- 21 Certains employés, architectes de formation, se mirent à leur compte. C'est le cas de Michel Rabier (1860- ?), ancien élève de l'école des Beaux-Arts (1883). Formé aux côtés de Blondel entre 1883 et 1888, il continua de collaborer avec son maître tout en exerçant à son compte dans un immeuble construit par Blondel au 9 rue du Louvre⁵³. Ainsi, vers 1888, il spéculait avec Blondel pour construire une maison boulevard de Strasbourg, au Havre. Tout comme Rabier, l'architecte Léon Carrier (1854-1931) se mit à son compte après avoir travaillé auprès de Blondel⁵⁴. Tout en exerçant de manière indépendante, il travailla en étroite collaboration avec Blondel. Ainsi, entre 1892 et 1896, il établit ses bureaux au 15 rue du Louvre, dans une maison dont il dirigea les travaux pour l'architecte (fig. 7). C'est à cette même adresse que ce dernier s'installa un temps en 1893, après avoir quitté le 14 quai de la Mégisserie⁵⁵. En 1892, Carrier se chargea de modifications dans un autre immeuble de son ami, au 18 boulevard Montmartre⁵⁶. Créancier de Blondel, ce dernier lui devait pas moins de 26 000 francs pour « études et inspection de travaux » en 1890. Ces deux exemples montrent la fidélité et la dévotion des anciens employés de l'architecte en chef, qui leur faisait profiter de son réseau et de ses affaires. Sa liquidation puis sa faillite ne firent pas cesser la collaboration avec ses employés créanciers. En effet, les versements d'appointements à Quilbeuf, Redon, Collignon, et Doer ou Douer mettent en lumière les derniers employés de l'agence, encore présents après la liquidation⁵⁷.
- 22 Parallèlement au travail mené par ses collaborateurs, Blondel reçut l'aide quotidienne de membres de sa famille. En joignant à ses affaires son noyau familial, Henri Blondel ne dérogeait pas à l'habitude d'unir famille et affaires professionnelles, qui permettait de diversifier les connaissances au sein de l'entreprise, d'assurer une pérennité à sa société et de maintenir le secret professionnel⁵⁸. Les alliances au sein des familles Blondel, Villain, Grosselin et Broca éclaircissent les intérêts économiques mis en jeu dans les affaires de l'architecte et l'importance de préserver le secret des affaires. Ainsi, Henri Blondel épousa Victorine Emma Grosselin en 1852, fille du géographe sténographe de l'Assemblée nationale Augustin Grosselin (1800-1870)⁵⁹. L'année suivante, le frère d'Henri, Blaise François Blondel (1819-1884), s'unit avec Claire

Adélaïde Villain (1821- ?). En 1860, le frère de cette dernière, Jean Louis Henri Villain (1819-1886), notaire, épousa Laure Adèle Grosselin (1836- ?), sœur d'Emma. Trois familles se trouvaient alors liées entre elles⁶⁰. Ces différentes alliances ont servi directement les activités de Blondel : au sein même de sa famille se trouvaient réunis un directeur de tramways, un notaire, des industriels et des ingénieurs, et tous prirent part financièrement dans ses affaires.

- 23 Deux des beaux-frères de Blondel, Pierre Camille Grosselin (1832-1913) et Henri Villain, occupèrent une place importante dans l'agence : ils avaient en charge la gestion des biens et des affaires. Chacun possédait une procuration donnée et renouvelée en 1869, 1870 et 1878. En donnant procuration dans la gestion de ses biens et affaires à Villain, ancien notaire, conseiller départemental de l'Aisne, élu député de 1871 à 1886, Blondel s'appuyait sur ses connaissances politiques, judiciaires et commerciales. Quant à Pierre Camille Grosselin, il était enseigne de vaisseau jusqu'en 1857 environ⁶¹. Fidèle à l'architecte, il travailla à ses côtés de nombreuses années, en gérant sa comptabilité, administrant ses biens et affaires ainsi que son courrier⁶². Il se chargeait également de remettre les appointements aux employés. Pour les affaires courantes, Grosselin possédait son propre bureau situé à son domicile au 113 rue de Sèvres, ouvert aux visiteurs les lundis, mercredis et vendredis de 10 heures à midi (fig. 3)⁶³. Une deuxième caisse spéciale s'y trouvait. Ces deux beaux-frères multipliaient les fonctions : comptables, gestionnaires, administrateurs, collaborateurs et bras droits : ils occupaient tous deux un rôle important au sein du cabinet Blondel, allant jusqu'à représenter l'architecte lors de rendez-vous avec des clients⁶⁴. Ils prirent part également aux affaires financières et spéculatives d'Henri Blondel.
- 24 L'implication des employés et des membres de la famille dans les affaires et les sociétés dont Blondel était fondateur ou administrateur peut être considéré comme une caractéristique de l'agence. Blondel faisait profiter son entourage de ses spéculations. Ainsi, la Compagnie d'assurances contre l'incendie La Paix, fondée par Blondel, eut comme souscripteur Villain, Grosselin et Latruffe. Ces deux beaux-frères étaient également actionnaires de la Société de maisons à bon marché. Villain fut également membre de la Compagnie de l'Ouest Algérien, dont Blondel était administrateur en 1879. Grosselin avait créé une Société anonyme de construction d'immeubles domiciliée au 14 quai de la Mégisserie et dont les fondateurs étaient tous des entrepreneurs de Blondel⁶⁵. Son employé, Xavier-Jean, était, quant à lui, secrétaire de la Société des quartiers neufs et directeur adjoint de la Société des immeubles de Paris, qui avait pour administrateur Blondel. De même, nous retrouvons Jullien, commissaire de la Société des immeubles du boulevard Montmartre et de la rue Drouot et actionnaire de la Société foncière de l'Hôtel Continental et de la Société de la Bourse de commerce. Quant à Vercken, il était souscripteur de cette dernière société et de la Société anonyme foncière, également administrée par Blondel. Certains avaient même pris place au sein de banques, tels que Xavier-Jean, secrétaire de la Société de dépôts et comptes courants, dirigée par Armand Donon, qui finança l'essentiel des activités de notre architecte à partir de 1865.
- 25 Henri Blondel se servait ainsi des sociétés et des actions pour rémunérer ou récompenser ses employés. Le rapport de faillite éclaire les pratiques de l'architecte versant des actions en lieu et place d'appointements, lorsqu'il n'avait pas ou plus de liquidités⁶⁶. Ces employés, collaborateurs, membres de sa famille étaient ainsi actifs à tous les niveaux dans les affaires. Essentiels au développement de son activité, ces

hommes aux capacités et formations variées l'aidèrent à faire de lui « l'homme de Paris ».

Conclusion

- 26 L'agence d'Henri Blondel, aujourd'hui oubliée, fut l'une des plus importantes de Paris : on y concevait et dessinait des percements, des aménagements et des maisons de rapport qui constituèrent le « Paris haussmannien ». Grâce à l'appui du préfet Georges-Eugène Haussmann, l'architecte spécula librement sur les terrains expropriés. Ces affaires mettent au jour un vaste réseau comprenant des hommes politiques, des financiers, des entrepreneurs et des membres de sa famille. Une génération oubliée d'ingénieurs ou architectes fut formée au « style Blondel », et œuvra à son tour à la construction de nombreux lotissements parisiens, tels les architectes Carrier, Latruffe ou Rabier⁶⁷. Contrairement à Blondel, ces collaborateurs ne se limitèrent pas au centre de Paris, ils élevèrent des immeubles dans les arrondissements annexés en 1860⁶⁸. Il est important de souligner que le cabinet d'Henri Blondel ne fut pas un cas isolé. D'autres architectes, tels Latruffe ou Paul Fouquiau (1855-1912), multiplièrent les constructions parallèlement à des activités financières et commerciales, aidés par des sociétés immobilières et bancaires⁶⁹. Toutefois, seul Henri Blondel bénéficia d'un appui aussi fort du baron Haussmann.

BIBLIOGRAPHIE

- Archives nationales, MC, DC, XII, 184, rapport de faillite d'Henri Blondel.
- Archives nationales, AB, XIX, 5202, dossier 2, papiers de Georges-Eugène Haussmann.
- Archives de Paris, D11U3 1448, dossier de faillite d'Henri Blondel.
- Louis Callebat (dir.), *Histoire de l'architecte*, Paris, Flammarion, 1998.
- Nicolas Chaudun, *Haussmann au crible*, Paris, Syrtex, 2000.
- Michael Darin, *Idée du boulevard Saint-Germain*, vol. 1 *Formation du boulevard Saint-Germain*, vol. 2, *Immeubles du boulevard Saint-Germain*, vol. 3, Nantes/Paris, École d'architecture de Nantes/Ministère de l'Équipement, du Logement, des Transports et de la Mer, Bureau de la recherche architecturale, 1989.
- Jean des Cars, Pierre Pinon, *Paris Haussmann le pari d'Haussmann*, Paris, Éditions du Pavillon de l'Arsenal/Édition A. & J. Picard, 1991 (1^{re} éd.).
- Maxime Decommer, *Les architectes au travail, l'institutionnalisation d'une profession, 1795-1940*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2017.
- Edmond Delaire, *Les architectes élèves de l'École des beaux-arts, 1793-1907*, Paris, Librairie de la construction moderne, 1907 (2^e éd.).
- Alfred Des Cilleuls, *Histoire de l'administration parisienne au XIX^e siècle*, Paris, Champion, 1900.

Anne Dugast et Isabelle Parizet, *Dictionnaire par noms d'architectes des constructions élevées à Paris aux XIX^e et XX^e siècles*, Paris, Service des travaux historiques de la Ville de Paris, 1990-1993.

Françoise Hamon et Dominique Hervier (dir.), *Hommes et métiers du bâtiment, 1860-1940, l'exemple des Hauts-de-Seine*, Paris, Éditions du Patrimoine, 2001.

Annie Jacques, *La carrière de l'architecte au XIX^e siècle*, Paris, Réunion des musées nationaux, 1996.

Michel Lescure, *Les banques, L'État et le marché immobilier en France à l'époque contemporaine*, Paris, Éditions de l'EHESS, 1982.

Dave Lüthi (éd.), « Le client de l'architecte, Du notable à la société immobilière : les mutations du maître de l'ouvrage en Suisse au XIX^e siècle », *Études de Lettres*, n 287, 2010.

Michelle Perrot, Anne Martin-Fugier, *La vie de famille au XIX^e siècle par Michelle Perrot, suivi de Les rites de la vie privée bourgeoise par Anne Martin-Fugier*, Paris, Seuil (Points Histoire), 2015.

Pierre Pinon, *Atlas du Paris haussmannien*, Paris, Parigramme, 2002.

Nicolas Stoskopf, *Banquiers et financiers parisiens*, Paris, Picard/Éditions Cenomane, 2002.

Denyse Rodriguez Tomé, « L'organisation des architectes sous la III^e République », *Le Mouvement Social*, 2006/1, n 214, pp. 55-76.

David Van Zanten, *Building Paris, architectural institutions and the transformation of the French Capital, 1830-1870*, Cambridge, Cambridge University Press, 1994.

Patrick Verley, *Entreprises et entrepreneurs du XVII^e au début du XX^e siècle*, Paris, Hachette, 1994.

Alexia M. Yates, *Selling Paris, property and commercial culture in the fin-de-siècle capital*, Londres, Harvard University Press, 2015.

NOTES

1. La première occurrence du terme « haussmannisé » fut employée sous la plume d'Émile de Girardin parlant d'« haussmanniser la France » en 1864. Voir Louis Lazare et Émile de Girardin (dir.), *Publications administratives*, tome VII, 1862-1868, p. 18.

2. *Le Panthéon de l'industrie*, 1880, p. 145 « M. Henri Blondel ». Sa liquidation puis faillite ne mirent pas fin à sa carrière, qu'il poursuivit jusqu'à son décès.

3. Archives de l'école nationale supérieure des Arts et Métiers, dossier d'étude d'Henri Blondel communiqué par madame Sylvie Albenque. Ce dossier est très complet et comporte des informations quant à sa santé, sa précédente formation, sa scolarité, les matières pratiques, ses résultats et classements, ainsi que son comportement dissipé et peu travailleur qui lui ont valu 44 salles de police et quatre séjours en « prison » à l'École.

4. *Le Phare de la Loire*, 13 mars 1869.

5. Le travail de Nicolas Stoskopf, en particulier *Banquiers et financiers parisiens* (Paris, Picard/Éditions Cenomane, 2002) a mis en lumière l'activité et l'importance de ce banquier et cette société. Voir également l'ouvrage de Michel Lescure, *Les banques, L'État et le marché immobilier en France à l'époque contemporaine* (Paris, Éditions de l'EHESS, 1982), qui a cerné le rôle et les activités de Blondel. À ce jour, nous n'avons pu éclaircir qu'une partie des relations complexes entre Donon et Blondel.

6. Dossier de Légion d'honneur du 20 octobre 1878, Archives nationales (AN), LH, 260, 49. Il obtint la médaille d'argent de la Société centrale (prix Lesoufaché) en 1878. Voir *La réforme du bâtiment*, n°42, 19 septembre 1897, *Moniteur des architectes*, 12^e vol., 1878, et AN, MC, DC, XII, 184, rapport de liquidation judiciaire d'Henri Blondel.

7. *La réforme du bâtiment*, n°42, 19 septembre 1897. Concernant sa liquidation et faillite, voir les dossiers suivants AN, MC, DC, XII, 184 et Archives de Paris (AP), D11U3 1448. Voir également AP, D2U3 3028, jugements du Tribunal de commerce du 10 décembre 1890 déclarant Blondel en liquidation, et AP, D1U9 365, jugement de la Cour d'appel de Paris du 19 mai 1892 prononçant sa faillite simple. Ce dernier fut confirmé par la 8^e chambre correctionnelle du tribunal de première instance le condamnant à 3 000 francs pour banqueroute simple, AP, D1U6 542.
8. AN, MC, DC, XII, 184 et AP, D11U3 1448.
9. *Le Panthéon de l'industrie*, 1880, p. 148.
10. *Le Journal*, 15 septembre 1897, article nécrologique.
11. Sa faillite ne dépendait plus du tribunal civil mais du tribunal de commerce.
12. Ces nouvelles constructions se trouvent aujourd'hui rue des Halles, place Sainte-Opportune et rue de Rivoli. Concernant cette affaire, voir *Résumé des traités de concessions relatifs aux grandes opérations de voirie*, Paris, Charles de Mourgues Frères, 1869.
13. *La Liberté*, 16 septembre 1897.
14. *Le Phare de la Loire*, 13 mars 1869.
15. Albert Loiseleur des Longchamps Deville, extraits de ses *Mémoires* (Bibliothèque de l'Hôtel de Ville de Paris, Ms 1389). Voir également Nicolas Chaudun, *Haussmann au crible*, Paris, rééd. Haussmann, Georges-Eugène, *préfet-baron de la Seine*, Arles, Actes Sud, 2013, p. 281.
16. Albert Loiseleur des Longchamps Deville, extraits de ses *Mémoires*, BHdV, Ms 1389.
17. *Le Gaulois* et *Le Temps*, 31 mars 1870.
18. *La France*, 12 décembre 1890 et *Le Figaro*, 12 décembre 1890.
19. AP, 6AZ 18, pièce 1014, lettre s.d. d'Haussmann adressée à sa tante et AN, AB, XIX, 5202, dossier 2, papiers d'Haussmann.
20. BHdV, Ms 32.
21. La plupart de ces actes de ventes ont été passés devant M^e Dufour et Thomas.
22. L'importance du développement de son activité est illustrée par un total de 68 cahiers de comptabilité : livres de caisses, honoraires, gérance d'immeuble, et comptes y étaient répertoriés (AN, MC, DC, XII, 184). Les gros encaissements et paiements importants étaient « généralement faits par Blondel personnellement » comme on peut y lire.
23. Le terme « employé » est uniquement utilisé par son syndic de faillite, voir AP, D11U3 1448.
24. AN, MC, DC, XII, 184.
25. Lorsqu'il se mit à son compte en 1852, Henri Blondel exerçait à son domicile, au 13 rue du Jardinot, maison démolie en 1876, par expropriation. Concernant l'installation de son agence au sein de son domicile, voir Maxime Decommer, *Les architectes au travail l'institutionnalisation d'une profession, 1795-1940*, Rennes, Presses Universitaire de Rennes, p. 225. Il met en valeur le rôle des employés au sein d'une agence d'architecte, et s'intéresse également au lieu de pratique de l'architecte.
26. Ces chambres semblaient servir aux employés, comme Marlis, qui résidait au 14 quai de la Mégisserie ou Paul Maurice Jullien, voir AP, 3589W 1546 pour Marlis, *Agenda et annuaire de la magistrature, du barreau et des officiers publics*, 1884, pour Jullien.
27. Nous n'avons pu avoir accès aux plans d'origine conservés par des particuliers. Les photocopies de ces plans sont toutefois présentes dans le dossier d'inscription au titre des Monuments historiques, Médiathèque du patrimoine, D/1/75/18-17. Malheureusement, il manque le plan de l'entresol. Nous nous sommes également servis de l'inventaire après faillite AP, D11U3 1448 pour l'étude de l'agence. La distribution de cette maison est intéressante tant elle est le lieu de toutes les mondanités d'une vie sous le Second Empire et le début de la III^e République : elle est à la fois la résidence de sa famille et belle-famille, l'adresse postale de nombreuses sociétés immobilières et financières, et le lieu de réunions politiques pour son beau-frère, Henri Villain, voire de concerts.

28. Médiathèque du patrimoine, D/1/75/18-17, AP, D11U3 1448 et AN, MC, ET, XXXIV, 1460, 10 mars 1890, acte de vente du 14 quai de la Mégisserie et bail fait à Henri Blondel. L'inventaire après faillite, dressé en 1890, décrit le mobilier présent dans chacune des pièces. Nous ne pouvons donc prendre qu'en considération le mobilier tel qu'il se composait en 1890, à l'apogée de la carrière de Blondel.
29. Les bureaux restaient fermés le dimanche, un concierge assurait la réception des visiteurs, comme on peut le lire dans *Le cri du peuple* du 24 juillet 1888.
30. Maxime Decommer, *Les architectes au travail*, op. cit., p. 239.
31. AN, MC, DC, XII, 184.
32. Un autre bureau plat, similaire à ceux présents dans les bureaux, était disposé dans la lingerie. Il pourrait s'agir d'un bureau supplémentaire lié à l'agence, une bibliothèque était également présente dans cette pièce, qui malgré sa dénomination ne renfermait aucun linge.
33. AN, MC, ET, XXXIV, 1460, 10 mars 1890, acte de vente du 14 quai de la Mégisserie. *Annuaire almanach du commerce, de l'industrie, de la magistrature et du département*, Paris, Firmin Didot, 1893 et 1894. Voir également AP, 3589W 997, casier sanitaire, 5 rue de la Manutention.
34. Ces meubles avaient échappé à la vente aux enchères de son mobilier en février 1891 (AP, D40E3 3, minute de vente, prise des objets M^e Jules Guidou, 24 et 25 février 1891, n°344). Il continua d'exercer après sa faillite, notamment des petits travaux et expertises.
35. Nous ne connaissons pas à ce jour de dessinateur ayant eu en charge exclusivement ces fonctions au sein de l'agence.
36. AP, D11U3 1448. Lors de l'inauguration de la Bourse de commerce, une invitation fut envoyée pour Boegner à l'adresse du 14 quai de la Mégisserie. Voir AP, 2ETP/2/2/02 3, et BnF, LC 26, Album de l'Hôtel Continental, 1878.
37. *Le Figaro* du 5 août 1870 le mentionne comme architecte, lors de son mariage. Le *Bulletin des lois de la République française* du 20 septembre 1871 le qualifie de commis d'architecte, lorsqu'il obtient la nationalité française, et *La construction moderne* du 17 septembre 1887 lui donne la fonction d'inspecteur.
38. *La construction moderne*, 6 août 1898.
39. *Indicateur de la propriété foncière*, 1889. Voir également *La construction moderne*, 6 août 1898. Comme son maître, Latruffe s'illustra dans le développement de lotissement et percements : Anne Dugast et Isabelle Parizet, *Dictionnaire par noms d'architectes des constructions élevées à Paris aux XIX^e et XX^e siècles*, Paris, Service des travaux historiques de la Ville de Paris, 1990-1993.
40. *La Construction moderne*, 17 septembre 1887 et AP, VM28 2.
41. AP, D11U3 1448.
42. AP, D11U3 1448, bilan de M. Blondel, 4 décembre 1890 et assemblée d'union de 1898.
43. Les noms des collaborateurs employés après 1871 ont été plus faciles à trouver, les documents n'ayant pas disparu dans l'incendie de l'hôtel de Ville. Le fonds de voirie VO11 des Archives de Paris, actuellement bloqué par l'amiante, ne nous permet pas de compléter nos sources.
44. Il est intéressant de noter que Xavier-Jean a créé en 1869 une société en commandite Xavier-Jean et Compagnie, dont le siège était situé 14 quai de la Mégisserie.
45. *Le Soir*, 29 avril 1875. Concernant le percement, voir AP VO11 3263. Aujourd'hui ce terrain correspond au 278 boulevard Saint-Germain.
46. Annonces publiées du 29 avril 1875 au 4 octobre 1877 dans *Le Soir*.
47. Archives de Bruxelles, AVP, propriétés communales, 9000, Société des travaux publics et constructions.
48. AN, MC, XLVIII, 1092, acte du 24 juillet 1878, procuration par Henri Blondel, administrateur de la Société des quartiers neufs, à Louis-Paul Xavier-Jean.
49. AN, MC, XLVIII, 1128, acte du 23 novembre 1880 et AP 3770W 14, acte des 9 et 18 mars 1869. Il était également expert auprès du Tribunal de commerce, *Indicateur de la propriété foncière*, 1893.

Paul Maurice Jullien commença sa carrière auprès des chemins de fer, à l'instar de son père Charles Édouard (1813-1860 ; Centrale, 1871).

50. Fernand est le fils de Léon Vercken ou Vercken de Vreuschmen (1828-1892), qui fut secrétaire de la Chambre de commerce d'Anvers, consul de Belgique en Perse. Lui-même était présent dans les affaires de Blondel, notamment dans le quartier Marbeuf, en 1884. Son oncle, René Vercken, fut, quant à lui, l'un des avocats d'Henri Blondel, avec Waldeck-Rousseau, lors de sa faillite.

51. Charles Bivort, *La Halle au blé en 1789, la Bourse de commerce en 1889 : cent ans*, Paris, Imprimerie et librairie des Halles de la Bourse de Commerce, 1889, et *La construction moderne*, 28 décembre 1889.

52. AP, 3589W 1546, casier sanitaire des 18 et 20 rue Michel Lecomte, lettre de Vercken du 17 janvier 1889, voir aussi AN, MC, ET, VII, 896, acte du 11 février 1884, lettre du 10 juillet 1884.

53. AN, MC, DC, XII, 184, rapport de faillite d'Henri Blondel, et AP, D11U3 1448, bilan d'Henri Blondel. Rabier fut diplômé de l'école des Beaux-Arts en 1883.

54. Cet ancien élève de l'école des Beaux-Arts (1870), issu de l'atelier de Julien Guadet, rencontra Blondel avant 1880. En effet, cette année-là, Léon Carrier épouse Marie Delbouck, fille de l'architecte Joseph Louis, dont le premier témoin était Blondel (V4E 3340, acte de mariage du 5 mai 1880 de Léon Carrier, 7^e arrondissement).

55. Sa liquidation judiciaire le 10 décembre 1890 l'obligea à vendre son domicile en mars 1890. Il y resta cependant locataire jusqu'en 1893. Sa mise en faillite, le 19 mai 1892 contraignit l'architecte à déménager. Voir AP, D2U3 3028, arrêt du Tribunal de commerce du 10 décembre 1890 prononçant sa liquidation judiciaire, et AP, D1U9 365, arrêt de la Cour d'appel de Paris du 19 mai 1892 prononçant sa faillite simple.

56. AP, VO11 2241.

57. Tous les détails des appointements se trouvent dans le dossier de faillite, AP, D11U3 1448. Malheureusement, nous ne pouvons pas analyser ces différents versements. En effet, les seules informations dont nous disposons sont le montant d'appointements (320,10 F solde d'appointements, 940,10 F, solde d'appointements à fin juin, 610,10 F, solde d'appointements à fin juin, 200,10 F à valoir sur appointements). Ces sommes ayant été versées entre avril et juin 1891, nous ne pouvons savoir si elles correspondent à des appointements pour six mois, ou pour une année.

58. Concernant la profession d'entrepreneur, voir l'ouvrage de Patrick Verley, *Entreprises et entrepreneurs du XVII^e au début du XX^e siècle*, Paris, Hachette, 1994, , chapitre IV « Entreprises et réseaux familiaux », pp. 72-96. Voir également Michelle Perrot, *La vie de famille au XIX^e siècle*, Paris, Seuil, 2015.

59. Œuvrant toute sa vie auprès des sourds-muets il a inventé la méthode phénomimique et fut l'initiateur de l'apprentissage des sourds-muets et des entendants-parlants.

60. La même situation se produira pour la génération suivante : deux filles d'Henri Blondel épousèrent Élie André Broca (1863-1925) et Alphonse Georges Broca (1848-1918), issus tous deux d'une grande famille protestante. Ce dernier, ingénieur et directeur des Tramways Nord et Sud, a pris une part active dans les affaires de son beau-père. Georges Broca finança de nombreuses sociétés de Blondel. Blondel, quant à lui, construisit pour les tramways dix dépôts.

61. Il est qualifié de « rentier » dans l'acte de procuration (AN, MC, VII, 870).

62. Entre 1881 et 1889, Grosselin se chargea de répondre à Haussmann concernant l'affaire financière en Belgique, et échangea avec lui de nombreux chèques. Voir AN, AB, XIX, 5202, papiers de Georges-Eugène Haussmann.

63. Henri Blondel se chargeait du paiement de la location, comme en témoigne la somme de 195,95 francs remis à Camille Grosselin pour paiement du loyer (AP D11U3 1448). En 1867, Grosselin résidait au 34 rue Saint-Placide, et en 1868, au 14 quai de la Mégisserie. En 1878, il était présent rue de Sèvres, en location et y résidait toujours au moment de la faillite de l'architecte (AN, MC, VII, 870, 25 juillet 1878). Voir aussi AP, 3770W 14, lettre du 12 novembre 1889 de Camille

Grosselin : il rajoutait à la main sur les courriers à en-tête d'Henri Blondel « bureau de Camille Grosselin ». Voir également AN, AB, XIX, 5202, papiers de Georges-Eugène Haussmann, lettre de Camille Grosselin du 14 décembre 1887 adressée à Haussmann.

64. Voir AP, DU5 344, n°15423, 15 janvier 1874 n°6, jugement préparatoire Mangeant contre Blondel. Ce jugement, qui n'a pas débouché sur un jugement contradictoire – la plainte ayant dû être retirée – interroge la fonction de Villain au sein du cabinet de Blondel. On y apprend également que Villain fait l'intermédiaire entre Mangeant et Blondel, dès 1869. Selon le jugement préparatoire, les lettres que Mangeant adressait à Blondel étaient transmises directement à Villain, sans raison apparente.

65. AN, MC, ET, XLVIII, 1108, 16 août 1879 statuts de la Société anonyme de construction d'immeubles. En 1887, Vercken en était actionnaire.

66. AP, D11U3 1448. Blondel versa à Carrier des actions de la Société de la Bourse de commerce à la place d'honoraires.

67. Le style Blondel est mentionné dans *La construction moderne* le 29 janvier 1898. Le journaliste déplorait la disparition de styles dont le style « Blondel et ses grands ordres de pilastres cannelés enserrant des fenêtres à frontons, circulaires ou triangulaires. »

68. L'essentiel des activités de constructions et percements de Blondel se situe dans les premiers arrondissements de Paris. Quelques opérations sont toutefois à noter dans le XI^e, XVI^e, et XVII^e arrondissements.

69. En 1884, Fouquiau mentionnait avoir élevé plus de 200 maisons et hôtels à Paris, il fut également qualifié de « financier » dans *Le Journal* du 27 mai 1901. Les rapports entre Blondel et lui sont assez obscurs. Vers 1884, nous trouvons Fouquiau dans le quartier Marbeuf, architecte pour la Société générale immobilière, alors que Blondel est le concessionnaire de l'assainissement de ce quartier. En 1892, il est mentionné que Fouquiau est l'architecte de la Société des immeubles de France, dont Blondel œuvre également pour elle. Les deux hommes ont très certainement travaillé ensemble. Le parallèle entre leurs carrières est intéressant, Fouquiau fit également des faillites mais se releva. Alexia M. Yates a bien mis en valeur le travail de cet architecte dans *Selling Paris, property and commercial culture in the fin-de-siècle capital*, Londres, Harvard University Press, 2015.

RÉSUMÉS

L'agence de l'architecte Henri Blondel (1821-1897) fut l'une des plus importantes de Paris à la fin du XIX^e siècle. Actif de 1852 à 1894, il contribua au chantier du nouveau Paris haussmannien : percements et alignements de nouvelles voies, lotissements et constructions de maisons de rapport rythmaient les journées de son agence. Pour l'épauler dans cette tâche, de nombreux architectes vérificateurs, commis, experts et ingénieurs travaillèrent pour lui dans ses bureaux du 14 quai de la Mégisserie à Paris. Ces affaires furent favorisées par l'aide du préfet de la Seine, Georges-Eugène Haussmann dont il était proche.

Après avoir spéculé toute sa vie, Blondel tomba dans l'oubli après la déclaration de sa faillite pour plus de 25 millions de francs de passifs. Un certain nombre de sources inédites permettent d'étudier l'ensemble de l'activité de l'agence et son organisation.

By the end of the 19th century, the architecture agency run by Henri Blondel (1821-1897) was one of the leading agencies in Paris. Active from 1852 to 1894, he contributed to the construction of

the new Haussmannian Paris. The days of his agency were thus punctuated by drilling and aligning new roads, as well as building housing estates and rental houses.

To support him in this task, many architectural auditors, assistants, experts and engineers worked for him in his offices at 14 quai de la Mégisserie in Paris. These business affairs were supported by the Prefect of the Seine, Georges-Eugène Haussmann, to whom Blondel was close.

Having speculated financially throughout his career, Blondel was soon forgotten after filing bankruptcy for more than 25 million francs in liabilities. A certain number of unpublished source materials, however, allow us to study the agency's organization along with the entirety of its activities throughout its existence.

INDEX

Mots-clés : Architecte, Entrepreneur, Haussmann, Spéculation, Paris

Keywords : Architect, Haussmannian Building, Housing Estates, Speculation, Paris

AUTEUR

ELSA JAMET

Elsa Jamet est doctorante en histoire de l'architecture sous la direction de Jean-Baptiste Minnaert à Sorbonne Université (école doctorale 124 — Centre André Chastel, UMR 8150). Sa thèse a pour sujet *Au cœur du système haussmannien : Henri Blondel (1821-1897), architecte, entrepreneur et financier*, et fait l'objet d'un contrat doctoral avec mission d'enseignement (sept. 2018-sept. 2021). En 2019 et 2020, elle a rédigé une notice « Architecture et spéculation immobilière dans la seconde moitié du XIX^e siècle » publiée en ligne pour l'*Encyclopédie pour une histoire nouvelle de l'Europe* du LabEx EHNE, et un article écrit avec Jean-François Belhoste intitulé « L'ancienne Halle au blé de Paris, hauts et bas d'un chef-d'œuvre technique », *Centraliens*, n°669, janv.-fév. 2020).